



J11C2602249.00

**EXPÉDITION**

# PROCÈS-VERBAL D'INVENTAIRE

9.2.2026

Liquidation judiciaire du 28.1.2026

**CARCASSONNE, 96 rue de Verdun**  
**Inventaire des actifs de SAS ALMANACH DIET**



Le neuf février deux mille vingt six

**A la demande de :**

Madame la greffière en chef du Tribunal de Commerce de Carcassonne situé 34 rue de Strasbourg à CARCASSONNE (11000),

**Agissant en vertu :**

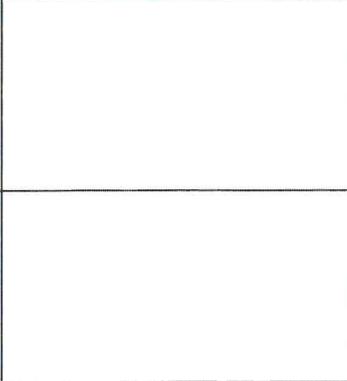
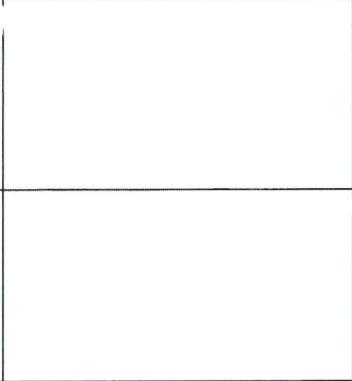
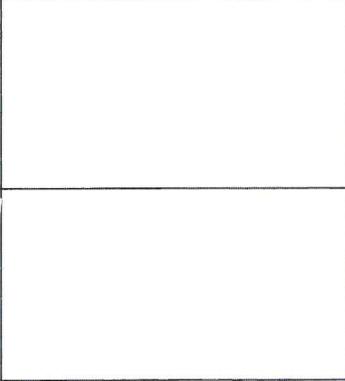
Du jugement rendu par le Tribunal de commerce de CARCASSONNE en date du 28 janvier 2026 au terme duquel une procédure de liquidation judiciaire simplifiée a été ouverte à l'encontre de SAS ALMANACH DIET, immatriculée sous le numéro 933404204 et dont le siège est 73 rue de Verdun à CARCASSONNE (11000) me permettant à l'effet de dresser l'inventaire de ses actifs mobiliers.

**Ce à quoi déférant :**

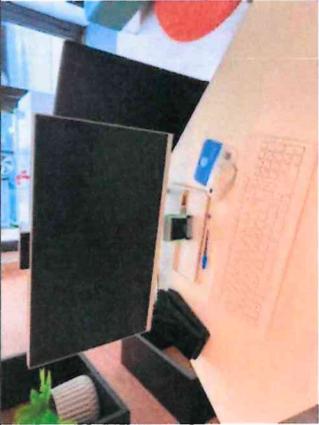
*Je soussigné, Arnaud DURAND, Commissaire de Justice associé de l'étude AJC, dont le siège est 6 rue de la République à CARCASSONNE, titulaire de l'Office sis 6 rue de la République à CARCASSONNE (11000)*

Certifie m'être rendu, sur les indications de madame Annick LUCEL, 96 rue de Verdun à CARCASSONNE (11000), où en sa présence j'ai dressé l'inventaire qui suit :

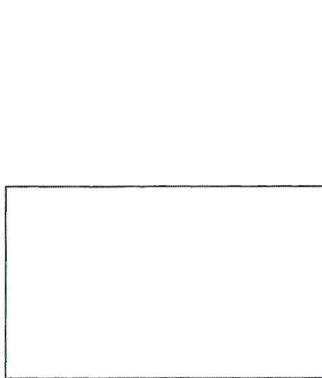
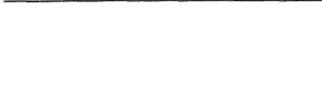


Désignation	VE	VR
	Lot de 3 cubes lumineux	
	Paire de fauteuils modernes recouverts de skai vert	
	Paire de chaises	

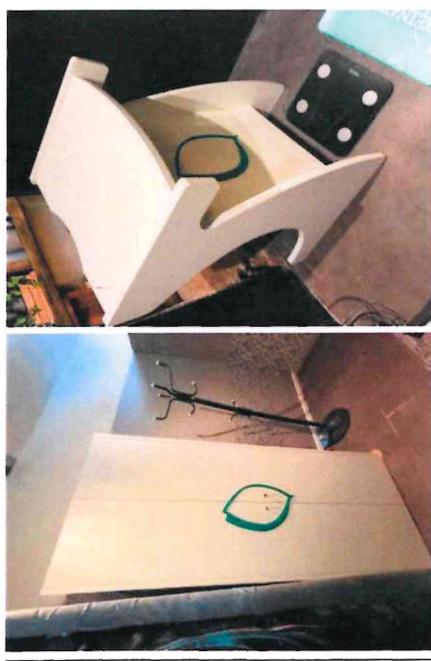


	<p>Bureau moderne</p>		
	<p>Fauteuil à roulettes</p>		
	<p>Ordinateur LENOVO tout en un</p>		

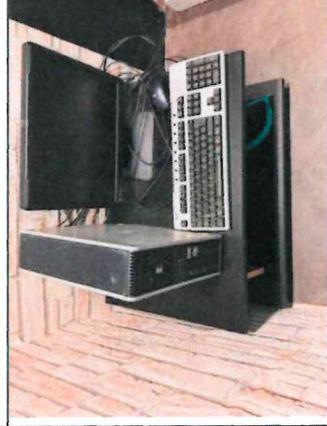


	<p>Imprimante CANON PIXMA</p>		
	<p>Téléphone sans fil</p>		
	<p>Paire d'étagères</p>		



	<p>Armoire blanc et meuble d'appui moderne stratifié</p>		
	<p>Console</p>		
	<p>Porte-manteaux</p>		



	Pèse-personne		
	Ordinateur avec PC écran clavier		
	Lot déco (gravures, tapi, plantes en pots ...)		
<b>TOTAL</b>			



Matériel en location : Terminal de paiement + box internet

Le représentant légal, à qui il est oralement rappelé que toutes omissions ou dissimulations seraient pénalement sanctionnées, me déclare :

- qu'aucun matériel ou équipement ne fait l'objet d'un dépôt, d'un gage, d'un leasing ou tout autre droit réel accessoire.
- que ni contrat ni bon de livraison contenant une clause de réserve de propriété n'ont été souscrits.
- qu'il n'a rien oublié ni dissimulé.

Et de tout ce que dessus, j'ai rédigé, sur deux pages, le présent procès-verbal de constat, pour servir et valoir ce que de droit.



Arnaud DURAND, Commissaire de Justice associé

*Coût : tel qu'il est indiqué sur l'original annexé au rang des minutes de l'étude.*

